

Politisation et conflictualisation : de la compétence à l'implication

Sophie Duchesne, Florence Haegel

▶ **To cite this version:**

Sophie Duchesne, Florence Haegel. Politisation et conflictualisation : de la compétence à l'implication. Perrineau, Pascal. Le désenchantement démocratique, Ed. de l'Aube, pp.107-129, 2003, Monde en cours. Série Essais, 9782876788480. hal-00973122

HAL Id: hal-00973122

https://sciencespo.hal.science/hal-00973122

Submitted on 22 May 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

POLITISATION ET CONFLICTUALISATION : DE LA COMPETENCE A L'IMPLICATION[1].

Sophie Duchesne et Florence Haegel

Avec Céline Braconnier, Camille Hamidi, Pierre Lefébure, Sophie Maurer et Vanessa Scherrer[2]

Version finale avant travail de l'éditeur du texte paru dans *Le désenchantement démocratique*, Éditions de l'Aube, p. 107-129, 2003

Les commentateurs de la vie politique française soulignent de façon récurrente la dégradation apparente du rapport que les citoyens entretiennent avec la politique. La mauvaise qualité de cette relation transparaîtrait à la fois dans le retrait d'un nombre inquiétant de citoyens des modes institutionnellement réglés de la participation démocratique – montée des niveaux d'abstention électorale, reflux de l'appartenance aux organisations reconnues comme les acteurs de la scène politique, à savoir les partis et les syndicats – et dans les propos, fortement critiques, régulièrement tenus par ceux que l'on interroge sur la politique. Cependant, il est difficile de savoir dans quelle mesure la réponse des citoyens aux sollicitations du système politique rend effectivement compte d'une dégradation du rapport profond qu'ils entretiennent avec le politique. Alors même que de l'analyse que l'on fait de la manière dont se constitue le rapport des citoyens au politique dépend une partie du jugement que l'on porte sur le fonctionnement des sociétés démocratiques.

Les régimes démocratiques reposent d'abord sur la reconnaissance de la légitimité des choix des citoyens, leur évaluation invite donc à mettre au jour les fondements de ces choix. La manière la plus répandue en science politique, anglo-saxonne[3] comme française[4],

[1] Nous remercions tout particulièrement Bruno Palier, Patrick Le Galès et Flore Trautmann, ainsi que Charles Tilly, pour la lecture qu'ils ont faite d'une première version de ce texte.

[2] Ce texte est le fruit d'une réflexion collective engagée dans le cadre d'un groupe de travail constitué au CEVIPOF. Il fait suite à une communication signée par l'ensemble des personnes engagées dans ce groupe à l'occasion du colloque du Cévipof, *La démocratie en mouvement*. Cette communication est en ligne sur le site du laboratoire de la Maison française d'Oxford (www.mfo.ox.ac.uk)

[3] Voir les travaux précurseurs de Philip Converse, « The nature of Belief System in Mass Public », in D. Apter, dir., *Ideology and Discontent*, New York, Free Press, 1964. Pour une présentation française des controverses américaines, voir Loïc Blondiaux, « Mort et résurrection de l'électeur rationnel. Les métamorphoses d'une problématique incertaine » *Revue française de science politique*, 46(5), octobre 1996, pp.753-791.

[4] Pierre Bourdieu, « L'opinion publique n'existe pas », *Les Temps Modernes,* n°378,1973, pp. 1292-1309. Daniel Gaxie, *Le cens caché*, Paris, Seuil, 1978.

d'aborder cette question est de raisonner en terme de compétence politique. Mais l'usage même du terme de « compétence » engage toute une conception de ce qu'est le rapport des individus au politique. En effet, si les individus ont besoin d'être compétents c'est que le politique exige un savoir (ou au minimum un « savoir faire », si l'on suit les tenants de la rationalité limitée). Mais la politique n'est-elle qu'affaire de connaissance ? Nous ne le pensons pas et voudrions plaider ici pour une perspective sensiblement différente. Il ne s'agit pas d'oublier que le champ politique est constitué comme un univers spécialisé, ni de nier que persistent de fortes inégalités sociales et culturelles dans la maîtrise des éléments constitutifs de cet univers (acteurs, règles, catégories idéologiques, etc.) Il s'agit juste de considérer que l'attitude des individus à l'égard de l'activité politique spécialisé n'épuise pas leur rapport au politique. Celui ne renvoie pas seulement à la façon dont les citoyens se situent à l'égard de la sphère institutionnelle, celle-là même qui fixe les frontières du politique, mais qu'il met aussi en jeu une dimension anthropologique[5], laquelle est visible dès lors qu'on le définit comme l'ensemble des significations et des valeurs qui structurent les comportements orientés vers la communauté politique.

S'engager dans une telle direction suppose de faire des choix à la fois épistémologiques, théoriques et méthodologiques que nous voudrions présenter rapidement. Le premier choix est bien d'ordre épistémologique puisqu'il consiste en l'adoption d'une position objectiviste. Nous n'avons pas opté pour la démarche subjectiviste qui suppose de partir de la conception du politique qui est celle des acteurs sociaux[6]. Car, comme l'a rappelé récemment Bernard Lahire[7] qui s'inscrit là dans la plus pure filiation durkheimienne, « à réduire les objets légitimes du sociologue aux objets désignés par les acteurs, on finit par se soumettre au sens commun » et dans le cas du politique, ajouterons-nous, on saisit alors surtout la capacité des acteurs spécialisés à imposer leur définition. Mais la construction préalable d'un objet comme le politique engage alors des choix théoriques. Nous considérons, en effet, que la politisation met en jeu les deux dimensions que sont, d'une part, la proximité[8] à la scène politique institutionnelle, et d'autre part, comme forme moderne et démocratique de la dimension anthropologique du politique, l'implication dans des conflits que nous

[5] Sur ces questions, voir François Masnata, *Le politique et la liberté : principes d'anthropologie politique*, Paris, L'Harmattan, 1990, Jean Leca, « Le politique comme fondation *EspacesTemps,* « Repérage du politique », *op. ci,* Georges Balandier,. «Le politique des anthropologues *»,* Madeleine Grawitz, Jean Leca dir *Traité de science politique*, Tome 1, « La science politique, science sociale. L'ordre politique », Paris, PUF, 1985, pp. 309-334.
[6] Contrairement à Daniel Gaxie dans le texte « Vu du sens commun » (*EspacesTemps*, Repérages du politiques, n°76-77, octobre 2001)**,** ou à Janine Mossuz-Lavau (voir par exemple :*Les Français et la politique. Enquête sur une crise*, Paris, Odile Jacob, 1994)
[7] Bernard Lahire, *Portraits sociologiques. Dispositions et variations individuelles*, Paris, Nathan 2002, p.14.

désignerons avec le terme de conflictualisation. Notre objectif est donc de prendre en compte ces deux voies d'accès au politique, d'évaluer leur degré d'autonomie mais également la manière dont elles se connectent et interagissent, s'annulent ou se renforcent. D'un point de vue théorique, établir le lien entre politisation et conflictualisation est discutable, et de fait discuté. Cette conception constitue, en effet, la position alternative aux théories qui, nourries notamment des travaux d'Habermas, ancrent la démocratie dans le travail délibératif[9] ; mais ce point de vue n'est en aucune façon arbitraire. Le lien entre conflit, politique et démocratie est revendiqué en science politique par des auteurs qui mobilisent des traditions fort différentes. Dans une perspective fonctionnaliste, le politique est au cœur de la régulation des conflits. Comme l'écrit Jean Leca, il s'agit, dans cette logique, de repérer le politique « essentiellement par sa fonction, qui est la régulation sociale, fonction elle-même née de la tension entre le conflit et l'intégration dans une société »[10]. Dans une perspective «constructiviste »[11], celle que revendique par exemple Paul Bacot dans ses travaux[12], le travail politique s'apparente à une « construction sociale de la conflictualité ». Au-delà de la science politique, toute une tradition philosophique considère que le conflit est l'élément fondateur du politique. En France, Jacques Rancière[13] pose l'existence d'une tension permanente entre le principe de distribution des places et des fonctions (ce qu'il appelle « la police ») et l'activité (qu'il nomme politique) qui consiste à rompre l'évidence de cette distribution, à remettre en cause ce partage en revendiquant la « part des sans part ». A l'instar d'un certain nombre de sociologues américains[14], il part de la conception aristotélicienne et lie intrinsèquement le politique au sentiment d'injustice. Dénoncer « le tort », c'est inévitablement prendre le risque d'un conflit en dénonçant les sources ou les responsables de l'injustice. Les travaux de Chantal Mouffe[15] posent également la dimension essentiellement conflictuelle et agonique du politique. Ils se fondent eux sur une réhabilitation de la pensée de

---

[8] Proximité qui mesure aussi bien la distance que la familiarité.

[9] Jürgen Habermas*, L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise,* Paris, Payot, 1993. Pour une présentation de ce courant, voir le récent numéro de *Politix* coordonné par Loïc Blondiaux et Yves Sintomer, intitulé « Démocratie et délibération » (Hermès, 2002)

[10] Jean Leca, « Le repérage du politique », *Projet*, n° 71, janvier 1973, p. 11-24.

[11] Voir Bernard Lacroix, « Ordre politique et ordre social », Madeleine Grawitz, Jean Leca dir. , *Traité de science politique*, Tome 1, « La science politique, science sociale. L'ordre politique », Paris, PUF, 1985, pp.469-598.

[12]Et qu'il a synthétisée lors du VII[ème] congrès de l'AFSP à Lille (septembre 2002) dans le texte :« La politisation comme élargissement de la conflictualité » (texte présenté à l'atelier « Politisation et conflictualisation » responsables Sophie Duchesne et Florence Haegel).

[13] Voir Jacques Rancière, *Aux bords du politique*, Paris, Osiris, 1990 et *La mésentente,* Paris, Galilée, 1995.

[14] Voir en particulier, William Gamson, *Talking Politics*, Cambridge, CUP, 1992 et Nina Eliasoph, *Avoiding Politics*. *How Americans Produce Apathy in Everyday Life*, Cambridge, CUP, 1996.

[15] Chantal Mouffe, « Pour un pluralisme agonistique », *Revue du MAUSS*, 2, 1993, p.98-105 et *Le politique et ses enjeux. Pour une démocratie plurielle*, Paris, MAUSS, 1994.

Carl Schmitt[16] pour critiquer les conceptions rationalistes (dont celle d'Habermas) au motif que le politique n'est pas constitué par des divergences d'opinion mais des conflits de valeurs, qu'il ne met pas en cause des acteurs individuels mais des individus s'identifiant à des collectifs. Cette conception autorise la saisie de formes de politisation plus variées que celles qui se découlent du sentiment l'injustice, et permet notamment, ce qui nous paraît essentiel, de repérer les formes de politisation fondées sur des systèmes idéologiques conservateurs. En effet, Rancière, Gamson et Eliasoph ont en commun des positions théoriques qui font la part belle à la critique de la domination et sont portées par une logique d'émancipation. Alors que le politique est tout autant fondateur d'ordre que vecteur de mobilisation, et la conflictualisation tout autant suscitée par le désir de préserver ou d'instaurer l'ordre que l'envie de le transformer.

Notre recherche s'adosse donc à l'ensemble de ces travaux qui convergent dans la reconnaissance du lien fondateur entre conflictualisation et politisation. Mais elle ne s'inscrit ni dans une perspective fonctionnaliste d'analyse des modes de régulation du conflit par le système politique, ni dans une perspective constructiviste de mise au jour du travail de politisation des enjeux, ni enfin dans une perspective philosophique de réflexion sur l'essence du politique. Elle part des individus et s'interroge sur leur propension à politiser ou à dépolitiser leurs propos, et ce, dans différentes situations de parole. Il s'agit, de façon empirique, d'aller chercher dans les conversations ou les prises de paroles des gouvernés la façon dont s'opère la politisation, entendue non pas seulement comme la proximité croissante à l'égard des institutions politiques et de leurs discours, mais aussi comme l'expression et la prise en charge de clivages qui représentent les conflits fondamentaux que la communauté politique démocratique qui est la leur se doit d'arbitrer.

Cet objectif de recherche impliquait des choix méthodologiques. L'idéal aurait sans doute été de multiplier les postes d'observation dans les différents lieux où s'échangent les points de vue, de façon plus ou moins publique – au travail, à la cantine, dans les transports, la rue, les magasins, les services publics, les lieux de loisir, etc. Mais des expérimentations préalables nous ont rapidement convaincus de la difficulté de rassembler du matériau analysable dans ces conditions. Par ailleurs, un premier repérage de discours recueillis de façon moins spontanée, sur une sollicitation directe du chercheur, a montré l'importance de la

[16] Carl Schmitt, *La notion de politique. Théorie du partisan*, Paris, Calmann-Lévy, 1972.

situation dans le processus de conflictualisation[17]. C'est pourquoi nous avons adopté un dispositif de « terrain » original, dans lequel une même grille d'analyse est appliquée à des propos saisis selon des modalités et dans des contextes très variés : entretien en face-à-face avec une chercheuse, groupes de discussion organisés avec ou sans support télévisuel, observations et entretiens dans le contexte familial et associatif, et enfin courriers adressés à une grande institution nationale.

Les terrains de la conflictualisation

Céline Braconnier : **Les usages profanes du Conseil constitutionnel**. L'analyse porte sur 82 courriers adressés par des citoyens ordinaires au Conseil Constitutionnel entre 1992 et 1998. L'échantillon, qui représente environ 1/5ème du total des courriers, a été constitué de manière aléatoire : ont été retenus les courriers individuels dont les auteurs ont un nom commençant par les lettres A, B ou C, et les courriers associatifs dont le nom de l'association commence par ces mêmes lettres. Ce matériau empirique alimente une étude en cours sur les usages profanes du Conseil constitutionnel, dans laquelle est posé un certain nombre d'hypothèses concernant les liens entre les processus de judiciarisation et de politisation des litiges.

Sophie Duchesne et Florence Haegel : **Expérimentation de la politisation de la parole en public**. L'analyse porte sur trois groupes expérimentaux consacrés au thème de la délinquance. L'animation a été faite selon une méthode mise au point en entreprise, qui procède de la visualisation au fur et à mesure des propos tenus dans le groupe sur des panneaux et du suivi d'un scénario construit par les chercheuses. Ces groupes ont réuni, pendant trois heures trente chacun, au printemps 2001, six à huit personnes, rémunérées, recrutées via l'ANPE. Le groupe des ouvriers était constitué de 6 homme recherchant des emplois de manutentionnaire, magasinier, cariste. Trois étaient originaires du Maghreb, l'un malien et un autre d'origine espagnole. Le groupe des cadres était composé de trois femmes et quatre hommes recherchant des emplois de cadres dans des secteurs d'activité variés (agronomie, secteur juridique ou commercial, architecture d'intérieur). Une personne était de nationalité tchadienne, et deux autres d'origine antillaise. Le groupe des employés de bureau était composé de trois femmes et de quatre hommes. Il était marqué par une plus grande hétérogénéité de niveau d'étude et de statut professionnel. Trois personnes participant à ce groupe étaient d'origine maghrébine.

Camille Hamidi ***: « Les effets politiques de l'engagement associatif. Le cas des associations issues de l'immigration ».*** Cette thèse, *soutenue en 2002*, porte sur trois associations, une en région parisienne et deux *à Nantes* : *Attitude Cachemire* est une association de couture, qui attire essentiellement des jeunes femmes, en particulier d'origine maghrébine, et *Nongo* est une association de danse (hip-hop, orientale…) et de chant qui rassemble des personnes, hommes et femmes, d'origine étrangère et -dans une moindre mesure- française. Elles ont été étudiées par observation participante, entre neuf mois et deux ans selon les associations, et entretiens avec la plupart des adhérents -une quarantaine-.

Pierre Lefébure : **Télévision de masse et démocratie représentative. Les modes de lecture du politique à travers la relation au média dominant.** Le matériau empirique est constitué de groupe discussion qui visent à provoquer l'expression d'un discours fluide, dans des conditions les plus proches possible de l'expérience habituelle de discussion des participants, au sujet du traitement de la politique par la télévision et de leur jugement sur le fonctionnement de la démocratie représentative. Les groupes sont constitués de 3 à 5 personnes se connaissant déjà bien de manière à ne pas susciter de situation de parole trop expérimentale. Sous forme d'un montage d'extraits d'émissions politiques des années 1990, un stimulus vidéo-télévisé sert à lancer la discussion, la première et seule véritable consigne d'entretien consistant à demander aux participants leur réaction à ce qu'ils viennent de voir. Trois groupes ont été analysés pour cette présentation :un couple de militants PS (55-65 ans) habitant Créteil ; 4 militants RPR (25-34 ans) habitant Paris ; et 4 étudiants en école de commerce (22-25 ans) partageant un appartement à Cergy.

Sophie Maurer : **Enfances africaines en France. Conflits de socialisation et apprentissages politiques**. Cette thèse en cours porte sur la socialisation politique en situation conflictuelle, étudiée à partir du cas des enfants issus de l'immigration d'Afrique de l'Ouest en France, et plus particulièrement des conflits pouvant apparaître entre l'école française et les parents immigrés. L'objectif central de ce travail réside dans la compréhension de la manière dont se forment des systèmes de représentations politiques dans des configurations de socialisation qui

[17] Sophie Duchesne, Florence Haegel, « Entretiens dans la cité », *EspacesTemps*, 76/77, octobre 2001, pp.83-109.

sont souvent dissonantes et sur les traductions pratiques de ces systèmes de représentations. L'enquête associe des observations des situations quotidiennes scolaires et familiales et des entretiens menés avec les parents et les enfants. Pour cette recherche sur la discussion politique, trois entretiens (le père, la mère et une de leurs filles, âgée de 15 ans) ont été analysés.

Vanessa Scherrer : **La place du politique dans le récit des relations privées**. La thèse, qui porte sur la construction de l'identité politique des individus, et plus précisément sur la relation dynamique entre identités sociales et politique, repose sur des entretiens individuels recueillis à partir d'une consigne visant à faire parler les interviewés des « personnes qui comptent le plus pour eux, ou qui compté le plus pour eux, aujourd'hui ou aux différentes étapes de leurs vie ». Ce protocole projectif, destiné à saisir la diversité des groupes de référence des individus, a permis de s'interroger sur la conflictualisation et la politisation des tensions, et des clivages éventuels qui en découlent. Huit entretiens individuels, de plusieurs heures chacun, menés avec quatre personnes (Marithé, Yasmin, Ricardo et Thibault) ont donc été analysés pour ce travail : la méthode adoptée consiste en effet à interroger les interviewés à deux reprises, avec un premier entretien sans que la consigne ne mentionne le politique, tandis qu'il est introduit explicitement dans le second.

Des critères analytiques communs ont donc été appliqués à l'ensemble des prises de paroles recueillies, permettant de repérer les moments où affleure le difficile processus de prise de conscience et d'expression des conflits et où la parole devient porteuse d'échanges susceptibles de nourrir les arbitrages qui sont au cœur de la fonction politique. A chaque fois, il s'agissait tout autant de repérer les mouvements de conflictualisation que ce qui les prévient ou les écourte. La grille de repérage recherchait dans les interactions tous les moments où est exprimé un clivage - clivage que nous avons défini comme une différence forte, de première importance aux yeux de celui qui l'exprime, et qui se distingue d'une simple différence en ce qu'elle se traduit par la séparation subjective du corps social en deux catégories, le plus souvent opposées. L'analyse a rapidement confirmé que les clivages n'existent qu'en nombre limité et jouent un rôle fondamental en ce qu'ils servent de repères aux acteurs sociaux. Ils interviennent toujours après que le locuteur ait opéré une généralisation de son propos, autrement dit, après qu'il ait dépassé le caractère individuel ou anecdotique du récit pour conférer à son propos une portée plus générale. L'évocation d'un clivage constitue l'amorce de toute conflictualisation dès lors qu'elle ouvre la possibilité que les locuteurs ne se positionnent pas du même côté de la séparation à laquelle il préside. Pour autant, on n'observe de réelle conflictualisation que dès lors que l'un au moins des interlocuteurs s'engage effectivement et laisse entendre que sa sympathie ou son soutien va à l'une des deux catégories, au détriment de l'autre : moment privilégié de l'observation que nous avons désigné comme la « prise de position sur un clivage »[18].

Au terme de nos analyses, l'utilisation de cette grille commune pour saisir les processus de conflictualisation dans l'ensemble des matériaux recueillis confirme le caractère heuristique de la distinction que nous avons opérée entre les deux dimensions de la politisation en conduisant à distinguer empiriquement des phénomènes qui sans cela seraient restés invisibles. Elle permet d'abord, comme nous allons le voir, de circonscrire les

processus de conflictualisation, d'en constater la rareté et de réfléchir aux éléments qui peuvent expliquer que la montée au conflit est un phénomène peu répandu. Elle conduit ensuite à analyser les ressources propres à la conflictualisation à les confronter aux déterminants classiques de la compétence politique et à saisir alors les premiers éléments sur la manière dont ces deux dimensions peuvent interagir. Enfin, l'exploitation d'un dispositif de recherche fondé sur la grande variété des contextes d'énonciation autorise la saisie des effets de la situation sur les mécanismes de conflictualisation.

Tout n'est pas politique !

Poser que la conflictualisation pouvait être considérée comme une source de la politisation comportait un risque, celui de voir du politique partout et de tomber dans l'indistinction du « tout est politique »[19]. Cet écueil a été évité puisque nous arrivons, au contraire, à la conclusion que la conflictualisation est un processus rare et que l'utilisation de la grille de repérage permet bien d'isoler des séquences spécifiques de parole. Cette rareté vient conforter les conclusions d'auteurs aussi différents que Jacques Rancière, qui rappelle que le politique (au sens où il le définit) est l'exception plus que la règle[20], ou Nina Eliasoph, qui insiste sur le fait que la politisation quotidienne met rarement en jeu des postures héroïques mais qu'elle suppose « une conscience politique faiblement mais constamment en éveil dont l'activité est trop faible pour être détectée par des radars et s'amplifie rarement »[21]. En s'appuyant sur nos matériaux empiriques, nous voudrions insister ici sur les divers éléments qui contribuent à faire de la conflictualisation ce phénomène rare.

Rareté de la conflictualisation et coût du conflit

D'une façon générale, le désir des acteurs semble tendre vers une certaine forme de concorde, celle-ci procédant tout à la fois de la recherche de confort individuel et du besoin de se protéger, du fait de la norme sociale dominante qui frappe d'opprobre la discorde, et valorise l'unité, ou l'union, celle notamment des interlocuteurs engagés dans une interaction.

---

[18] Pour une présentation détaillée de la grille cf. S. Duchesne, F. Haegel, « Entretiens dans la cité », op. cit.
[19] Voir Jean Leca, « Le repérage du politique », *art.cit*.
[20] « Son existence n'est en rien nécessaire (…) elle advient comme un accident toujours provisoire dans l'histoire des formes de domination », Jacques Rancière, *La mésentente*, op.cit., p. 174.
[21] Nina Eliasoph , « Citoyens du quotidien », *EspacesTemps*, 76/77, octobre 2001, p.112..

Ainsi, comme l'a parfaitement mis en lumière Goffman[22], les interactions sociales s'organisent le plus souvent autour de l'objectif du maintien de l'ordre, d'évitement de tout ce qui peut créer des ruptures, par conséquent, la ligne d'action des acteurs est tendue vers le constant souci de préserver « les faces », autrement dit leurs valeurs sociales et celle de leurs interlocuteurs[23]. Dès lors, la conflictualisation représente bien un risque, elle s'apparente bien à un coût pour ceux qui s'y engagent. Le risque que constitue le fait de tenir des propos qui puissent être contraires à ceux que pensent ses interlocuteurs et plus encore, de s'impliquer dans une opposition qui ne peut pas le laisser indifférent est palpable dans toutes les prises de parole analysées. Il l'est également dans la vie quotidienne dans la mesure où elle peut porter atteinte au besoin de se sentir proche et semblable à son entourage. Ainsi Marithé, interviewée lors d'un premier entretien sur ses proches, hors de toute sollicitation ou évocation politique, manifeste bien la conscience qu'elle a d'appartenir à des groupes et à des camps porteurs de division. Dans l'exemple ci-dessous, il s'agit de faire partie de ceux qui ont de l'argent et qui s'en sortent bien. Elle redoute ces sujets qui dessinent subrepticement une vision tranchée de l'humanité, qui évoquent une différence entre les siens et les autres, surtout quand en l'occurrence, les autres sont aussi des proches, des membres de sa famille :

> Marithé : Je crois que c'est par rapport à l'argent. Avec les amis, on peut parler des impôts locaux, au niveau des impôts, combien on paye, tout ça. Mais jamais j'irai parler de ça du côté de mon mari parce qu'ils vont aussitôt nous dire : si vous en payez, c'est que vous gagnez bien. (…) J'aurais peur qu'en famille on se vexe, et que ça crée des histoires.

Notre matériau nous permet de repérer différentes modalités d'éviction du conflit, ou plus précisément, différentes façons d'éviter ou d'atténuer l'évocation de ce qui distingue, qui sépare. L''humour est la plus visible. On en donnera pour exemple la boutade de cette jeune femme, membre de l'association « Attitude Cachemire», qui, commentant le fait qu'une de ses amies, arabe, travaille dans un supermarché de la région, désamorce en plaisantant l'amère conclusion à laquelle elles pourraient arriver : « Tu devrais être inscrite dans le livre des records ! Tu es la seule caissière arabe de tous les Leclerc. J'ai vérifié ! »

---

[22] Erving Goffman, *La mise en scène de la vie quotidienne. Vol.1 La présentation de soi et Vol.2 Les relations en public*, Paris, Minuit, 1979.

[23] « D'une certaine manière, c'est le souci de soi suscité, voire prescrit, par le jeu social qui guide les individus, qui les fait contribuer à la production et au maintien de l'ordre social », Louis Quéré, « La vie sociale est une scène. Goffman revu et corrigé par Garfinkel », in Joseph Isaac et al., *Le parler frais d'Erving Goffman*, Paris, Editions de Minuit, 1989, p.63.

Question sur l'universalité de la conflictualisation

Mais avant de poursuivre, une question se pose : doit-on toujours raisonner en terme d'évitement du conflit ou doit-on considérer que dans certains cas, le conflit n'est pas refusé, mais qu'il n'est tout simplement pas disponible, qu'il n'a pas de place dans la grille de lecture du monde ? Le cas d'une famille originaire d'Afrique de l'Ouest vivant en France au sein de laquelle a pu être fait un travail d'observation des interactions quotidiennes, accompagné de nombreux entretiens, conduit à se demander si le lien établi entre politisation et conflictualisation n'est pas fortement lié au contexte des démocraties représentatives occidentales. L'exemple de Fanta, née en France dans cette famille mauritanienne, est particulièrement intéressant dans la mesure où chez elle, l'espace interprétatif semble occupé à titre principal par la religion, seule autorisée à donner sens à son univers. Le recours au politique est alors non seulement non désiré mais plus encore indisponible. Or, cette indisponibilité n'est pas liée aux compétences cognitives de Fanta, en l'occurrence relativement importantes si l'on prend comme indicateur son niveau scolaire, ni à un déficit de légitimité sociale. Elle renvoie au fait que le mode politique d'appréhension du monde, parce qu'il suppose de porter un jugement sur un univers régi par la loi divine et parce qu'il suppose de mettre en cause cet ordre divin, se trouve en trop forte contradiction avec le mode majeur d'interprétation pour être simplement envisagé. Au-delà de cet exemple, il apparaît que la politisation, dans la mesure où elle mobilise une grille de lecture du monde fondée sur la conflictualisation, gagne à n'être qualifiée a priori ni d'objet de désir universel, ni, une fois acquises les compétences cognitives nécessaires, de registre continuellement disponible.

Conflictualité et cohérence

L'absence de conflictualisation ne procède pas seulement du désir social de préserver l'ordre et de maintenir le cours de la relation ou d'une éventuelle indisponibilité culturelle ; elle tient aussi au fait que, dans de nombreuses situations de la vie sociale, la conflictualisation n'émerge pas car la contradiction des propos tenus n'est tout simplement pas reconnue. En effet, dans la vie quotidienne, discuter n'est pas argumenter. Il s'agit d'abord, pour les acteurs sociaux, d'enchaîner les idées, les phrases, sans nécessairement tirer toutes les conséquences des désaccords ou au moins des absences d'accord qu'elles révèlent. Le chercheur a trop souvent tendance à inférer une cohérence argumentative là où elle n'est ni recherchée, ni nécessaire. Nos terrains fournissent de nombreux exemples de discussion où la conflictualisation est d'abord absente parce que les implications de ce qui est dit ne sont pas

rendues visibles, de nombreux moments où comme l'écrit Basil Berstein, « les pensées se suivent comme des perles que l'on enfile au lieu d'obéir à une séquence organisée »[24]. Les groupes de discussion sont particulièrement fournis en situations de ce genre, et l'exemple choisi provient du groupe d'employés. L'animation prévoyait qu'à un moment, les participants élaborent, en sous-groupe, des scénarios relatifs à une situation de délinquance. L'un des scenarii raconte comment des enfants très jeunes ont volé des vêtements dans un supermarché sous l'œil indifférent des tous les adultes présents. Lors de la présentation du scénario, le groupe insiste fortement sur le danger de cette impunité, sur l'enchaînement à l'œuvre dans les affaires de délinquance surtout pour les enfants (l'histoire est d'ailleurs intitulée « qui vole un œuf vole un bœuf »), et donc sur la mission qui revient à chacun d'intervenir. Or Tarek, qui a présenté l'histoire parce qu'elle s'inspirait d'un incident auquel il avait effectivement assisté, se présente lui-même comme spectateur (« J'étais à l'extérieur, j'attendais ma femme. J'étais un témoin par hasard »), et ce, bien qu'il ait été le premier à décrire désapprobation sur le comportement des autres spectateurs :« Je suis entré dans le magasin, je m'attendais à voir tout le monde commenter : en fait chacun poursuivait ses courses comme si rien ne s'était passé ». La discussion se déroule ainsi sur une dizaine de minutes sans que la contradiction entre les propos de Tarek et son attitude au moment des faits soit véritablement désignée par les autres. Tous les arguments sont présents pour opposer, sur un clivage idéologique, les tenants d'une intervention sévère auprès des enfants à ceux pour qui le vol dans une grande surface n'est pas répréhensible. Mais loin d'être organisés et mobilisés de façon cumulative en vue de cette conclusion, ils sont énoncés en réaction de surface les uns aux autres, comme dans un jeu de balle : chacun prend la parole à son tour et réagit sur une petite partie, saillante, de l'intervention qui l'a précédé, sans plus.

La propension à glisser sur la contradiction est illustrée aussi par ce courrier d'un habitant des DOM-TOM qui espère du Conseil constitutionnel qu'il « casse » une décision de justice devenue définitive et qui lui est défavorable. Dénonçant d'abord la partialité de ses juges en termes très conflictuels, voire politiques (« *Ce qui semble ressortir : deux justices. Une pour les autorités et une autre pour les citoyens, une pour les Français du régime et une autre pour les Français de l'opposition* »), il clôt son courrier par la phrase suivante : « *à défaut d'une solution transactionnelle amiable, je m'en remets à vous, à la justice de mon pays en laquelle j'ai une totale confiance* ». Ce « revirement », dont l'intention est facile à comprendre, n'en frappe pas moins par la juxtaposition qu'il opère, dans un même courrier,

[24]Basil Berstein, *Langage et classes sociales. Codes socio- linguistiques et contrôle social*, Paris, Editions de

de propos éminemment contradictoires, alors même qu'on est face à une « parole » individuelle travaillée, figée, facilement modifiable à la relecture. L'absence de réaction à la contradiction permet tantôt une éviction du conflit, le clivage latent, visible pour l'observateur, étant à peine exprimé par les protagonistes ou ne donnant pas lieu à prises de position de leur part, comme dans le groupe d'employés ; tantôt une déconflictualisation, comme dans celui de l'écrivant des DOM-TOM.

Qu'il s'agisse de discussion en groupe, d'un entretien de face à face ou d'une parole ainsi préparée ou travaillée à destination d'un interlocuteur plus ou moins imaginé, l'argument est donc le même : l'évaluation constante des implications de ce que l'on dit correspond à un habitus qui n'est ni permanent ni universel. La question posée par le débat propre à la sociolinguistique est de savoir dans quelle mesure cette propension à la cohérence logique est socialement déterminée. D'un côté, Basil Bernstein considère que seuls les mieux dotés en capital culturel ont accès un code linguistique élaboré repérable non seulement à la richesse du vocabulaire mais aussi à la solidité des constructions syntaxiques où contradictions internes comme redondances n'ont pas leur place, alors que les classes ouvrières se cantonnent à un registre restreint, limité en vocabulaire, pauvre syntaxiquement, désorganisé et marqué par le registre de l'implicite et la faiblesse de la construction logique. William Labov[25], à partir de ses travaux sur le vernaculaire noir américain, met radicalement en cause cette hiérarchisation en militant pour que l'on déconnecte ce qui relève de la cohérence logique de ce qui relève du style. Il considère que l'abondance de marqueurs syntaxiques et de formules rhétoriques n'est pas un bon indicateur de l'armature logique du discours et que les dissocier permet de mettre en cause l'idée d'un déficit logique des classes les moins dotées en capital culturel[26].

L'analyse de nos différents matériaux montre bien que l'habitus discursif qui consiste à confronter les conséquences de chaque prise de parole n'est pas permanent et que l'indifférence relative des acteurs sociaux à la contradiction est un facteur important pour expliquer la rareté du conflit. Mais elle permet aussi de voir que, de façon très similaire à ce qu'à montré Labov, les compétences langagières et la disposition à identifier les conflits et les clivages et à s'y impliquer sont assez largement indépendantes l'une de l'autre. Ce qui revient

---

Minuit, 1975, p.140.

[25] William Labov, *Le parler ordinaire. La langue dans les ghettos noirs des Etats-Unis*, Paris, Les Editions de Minuit, 1978.

[26] Sur cette question, voir les pages marquantes où il confronte les propos d'un jeune noir des ghettos et d'un noir de l'*upper middle class*, diplômé de l'université, sur la question de l'existence de dieu et de la sorcellerie, William Labov, *op.cit.,* pp.126-133.

au fond à faire apparaître une diversité plus importante des ressources de la conflictualisation – et par là, de la politisation – que celles qui déterminent la proximité à la scène politique institutionnelle.

Diversité des configurations de ressources de la politisation

Pour établir le bien-fondé de la distinction des deux dimensions de la politisation, il est nécessaire de prouver qu'elles sont –au moins en partie- autonomes (la présence de l'une n'entraîne pas automatiquement celle de l'autre) et qu'elles ne mettent pas en jeu le même type de ressources. Nous nous contenterons ici de confirmer, à partir d'un ensemble plus large de matériau, l'autonomie des deux dimensions[27]. En effet, la conflictualisation n'implique pas nécessairement la proximité à la sphère politique spécialisée et inversement. Ainsi, des personnes très éloignées de l'univers politique, qui n'en maîtrisent évidemment pas les schèmes, n'en sont pas moins disposées à exprimer, avec force, les grandes lignes de fracture qui structurent à leurs yeux la société. A l'inverse, nous avons constaté, à de nombreuses reprises, qu'un discours emprunt de références aux institutions politiques, voire portant sur la scène politique elle-même, pouvait se trouver dénué de toute conflictualisation. Cette propension à éviter l'évocation des clivages fondamentaux, des lignes de partage structurant le sens que l'on donne au politique, pour ne se consacrer qu'aux commentaires les plus anecdotiques, apparaît d'autant plus répandue que l'on veut faire la preuve de sa familiarité, voire même de son appartenance à l'univers spécialisé de la politique. Ainsi les groupes de discussion réunis pour commenter des extraits d'émissions politiques en donnent une claire illustration. Il est vrai qu'ils placent les participants en position de commentateurs et qu'ils réunissent des militants de partis, autrement dit, des personnes qui se considèrent comme partie prenante du champ politique.

L'échange observé dans un groupe de militants RPR témoigne bien de cette tendance que certains, parmi les plus compétents politiquement, ont à cantonner leur prise de parole dans le registre du goût et du commentaire peu impliquant. Pourtant, la réplique d'Eric à propos des pratiques vestimentaires d'Edouard Balladur introduit des considérations fondées sur un classement social qui pourrait introduire un clivage plus structurant, si le groupe voulait adopter la voie de la conflictualisation.

> Claudine - Bon, moi, tout dépend de comment l'homme politique fait. Moi, j'aime bien les petites phrases assassines, comme Sarkozy en fait, par exemple. Ce genre de style-là. Mais je m'intéresse moins à Balladur

[27] On élargit ici les premières analyses présentées dans « Entretiens dans la cité », , *art.cit.*

comme homme politique. Et c'est du point de vue du comportement, la manière dont il se conduit avec les gens. Les shows dans le métro, c'est pas trop mon truc.
Eric - C'est sûr qu'avec son Loden et ses gants dans le métro !

Le même type d'analyse pourrait être fait à propos de cet extrait de cette militante PS aux convictions et aux connaissances politiques bien établies. Elle réagit aux images de la campagne présidentielle de 1995 qu'elle revoit quelques années plus tard en mobilisant une grille de lecture qui ne rapporte les choix politiques qu'à des logiques de séduction et en endossant sans états d'âme le mode d'interprétation le plus stéréotypé sur les orientations des femmes en politique.

Juliette : Je me rappelle, Jospin est plus froid. Et je pense que beaucoup de femmes ont dû être séduites par M. Chirac qui est plus beau, hein, que M. Jospin qui, pourtant, quand tu le vois deux fois, il est pas vilain garçon. Là, je parle en tant que femme, eh bien l'autre, il fait plus gentil. J'estime qu'on a plus envie de lui parler qu'à Jospin. Jospin, lui, il est réfrigérant.

L'effet paradoxal de la compétence culturelle sur la conflictualisation

De prime abord, parce qu'elle procède de la confrontation des conséquences des points de vue échangés et d'une montée en généralité, la conflictualisation devrait tendre à obéir aux mêmes logiques que font peser les inégalités sociales sur la maîtrise du politique institutionnel: la faiblesse des ressources en capital culturel devrait minimiser les exigences de cohérence discursive des acteurs sociaux et freiner le processus de conflictualisation. D'autant que, par ailleurs, la conflictualisation consiste fondamentalement, dans une situation donnée, à prendre le risque (et éventuellement à assumer) un conflit avec un ou des interlocuteurs plus ou moins connus. La possession d'un certain capital social et culturel conférant à l'acteur la légitimité nécessaire à cette prise de risque pourrait donc apparaître comme un élément déterminant du processus de conflictualisation. Pourtant, nos différents matériaux donnent à voir un effet paradoxal, négatif, de la compétence culturelle sur la conflictualisation.

Ainsi les groupes de discussion sur la délinquance montrent bien comment d'autres facteurs sont à l'œuvre dans le processus de conflictualisation et viennent contredire le jeu des inégalités sociales, si pesant en matière de distance aux institutions politiques. La position « savante » adoptée par un groupe de cadres réunis dans les mêmes conditions les a entraînés de prime abord dans un travail de définition de la délinquance presque ostensible, qui procède moins de la recherche d'exemples que des critères permettant de délimiter le phénomène : l'âge des délinquants, la préméditation, l'illégalité des actes en cause, etc. Un seul d'entre eux, tchadien, insistait pour sortir de ce jeu (« on tourne en rond ») et tentait de faire reconnaître aux autres que pour tout le monde, la délinquance, c'est les jeunes issus de

l'immigration. Lui mis à part, personne n'était donc prêt à affronter un éventuel débat conflictuel sur la question de l'immigration. Au contraire, dans le groupe de manutentionnaires, constitué justement en grande partie de jeunes issus de l'immigration, habitués à être traités comme des délinquants, la discussion s'est immédiatement enclenchée sur la question des causes et des responsabilités tant le phénomène lui-même relevait de l'évidence (au point que certains d'entre eux suspectaient visiblement les chercheuses d'avoir choisi ce sujet pour leur tendre un piège). Et le groupe évoqua pêle-mêle, pour dire ce qu'est la délinquance, le chômage, les limites posées à la liberté d'expression, les problèmes d'éducation mais aussi la corruption des hommes politiques, conflictualisant avec force la discussion, y compris en recourant à des arguments relevant du politique institutionnel.

Cette expérimentation donne à voir comment les capacités cognitives très développées des cadres, loin de constituer un vecteur de conflictualisation, les conduisent à un mode de discussion qui la prévient ; et comment la relative pauvreté des manutentionnaires en ce domaine (pauvreté renforcée par les grandes difficultés de langage de plusieurs d'entre eux, d'origine étrangère) n'empêche ni la montée en généralité ni l'expression de clivages afférents au thème de la discussion, voire à l'évidence favorise les prises de position autour d'une ligne principale de partage du monde. Autrement dit, la flagrante inégalité en capital culturel des personnes qui composent ces deux groupes de discussion contribue au différentiel de conflictualisation à l'inverse des effets qu'elle produit ordinairement sur la maîtrise du système politique. Distinguer les deux dimensions de la politisation permet donc de mieux voir comment la politisation, dans la mesure où elle met en jeu un processus de conflictualisation, fonctionne autant par l'implication que par la connaissance ou le savoir-faire. Cela conduit aussi à observer comment la propension à s'impliquer des personnes de niveau scolaire élevé se heurte à leur désir de fournir les preuves de leur capacité à analyser et à leur souci de mettre en scène cette position distanciée.

Identification et conflictualisation

William Gamson[28], qui est l'auteur d'un des rares livres d'analyse sur les processus de politisation intervenant dans le cadre de discussions profanes, s'est interrogé à la fois sur les ressources argumentatives mobilisées par les individus pour exprimer publiquement leurs opinions et sur les ressources émotionnelles (*hot cognitions*) qui fondent la politisation de

[28] William Gamson, *op.cit.*

leurs propos. Dans l'ensemble du matériau analysé ici, on retrouve bien les types de ressources argumentatives retenues par Gamson : les individus s'appuient pour fonder leurs discours sur des informations obtenues par les médias, des expériences vécues personnellement, ou encore des certitudes tirées du « bon sens » populaire. A la lecture des courriers envoyés au Conseil constitutionnel, on se rend compte que beaucoup de scripteurs se fondent sur ces ressources, utilisées d'ailleurs avec plus ou moins de pertinence. Lorsqu'il est fait référence à des articles de la presse grand public sur des décisions institutionnelles, les mécaniques mentionnées ne sont pas toujours bien comprises ; mais même en l'absence de maîtrise technique des faits, c'est là une ressource suffisante pour susciter une contestation souvent radicale du système politique dans son ensemble. La montée en généralité et l'accroissement de la densité politique d'un discours peuvent se fonder sur des considérations et des informations objectivement exactes aussi bien qu'objectivement fausses.

Parmi les ressorts affectifs et identitaires, William Gamson voit dans le sentiment d'injustice le vecteur central de la politisation des enjeux par les individus. Nos différents matériaux d'enquête confirment que le registre de l'injustice est fréquemment activé au cours de la conflictualisation. Luc Boltanski et Laurent Thévenot soulignent d'ailleurs que c'est en s'occupant « des cas où la recherche d'un accord conduit les personnes à s'élever au-dessus des contingences, tout en prenant compte des circonstances et à faire apparaître la pertinence des êtres en présence par rapport à un même principe général d'équivalence *[que la]* question du juste, de la justice ou de la justesse peut alors être posée »[29]. Or, et c'est bien là l'important, la montée en généralité qui consiste à s'élever au-dessus des contingences (c'est à dire, selon nous, à s'élever au-dessus de ce que les interlocuteurs d'une situation sont l'un pour l'autre à titre personnel) relève bien souvent d'un processus d'identification, qui n'est pas contraint ni limité par les capacités cognitives des acteurs : la compétence objective n'est pas une condition préalable à la faculté d'identification collective des acteurs, qui est en soi une ressource suffisante à la mobilisation et/ou à la conflictualisation la parole. On constate que même les moins compétents politiquement peuvent s'engager dans des processus de conflictualisation qu'ils enclenchent sur fond d'affectif, en se fondant sur l'identification à une des parties en présence dans un « litige » ou plus encore dans un « différend », pour reprendre la terminologie de Boltanski et Thévenot : le souffle de l'identification collective (qui est par ailleurs socialement construite, mais là n'est pas notre propos) a abondamment été commenté dans la littérature sur les mouvements sociaux comme étant un élément

[29] Luc Boltanski, Laurent Thévenot, *De la justification. Les économies de la grandeur*, Gallimard, 1998, p. 163.

déterminant de la mobilisation des acteurs[30]. Et tout porte à croire que c'est selon le même schéma que l'identification collective fonctionne comme élément déclencheur de la conflictualisation de la parole.

Nous retrouvons l'importance du vecteur que constitue le sentiment d'injustice, médiatisé par l'identification à des groupes en présence, sur tous nos terrains et sous différentes formes. On a pu d'abord l'observer à travers le sentiment de stigmatisation, qui apparaît comme une ressource particulièrement forte pour s'impliquer et se positionner dans un clivage. Dans l'entretien de groupe sur la délinquance mené avec les manutentionnaires, c'est l'identification aux délinquants qui l'emporte dans la discussion, soit parce que les participants ont eux-mêmes commis des actes de délinquance, soit parce qu'ils ont souvent été étiquetés comme tels et ont le sentiment qu'ils le seront toujours. Dans ce cas, la stigmatisation vécue au niveau individuel et collectif construit et fixe un fort clivage d'unification du groupe, et elle génère un processus de justification qui est inévitablement lié à une montée en généralité et à la conflictualisation.

La comparaison de deux lettres adressées au Conseil constitutionnel illustre bien aussi ce rôle de l'identification et la façon dont l'évocation d'un collectif englobant le destin individuel de l'écrivant joue un rôle de levier dans le processus de conflictualisation. Il s'agit des courriers adressés au Conseil par deux Algériens d'âge mûr, nés français avant 1962 et qui cherchent tous deux vainement à recouvrer leur nationalité française depuis de nombreuses années. Ils s'adressent au Conseil comme à un ultime recours. Chacun est porteur d'estime de soi et cette estime s'alimente à la même source. L'un fait valoir les faits d'armes de son grand-père au service de la France, qui lui a valu de nombreuses médailles. L'autre fait valoir ses propres faits d'armes au cours du dernier conflit mondial. Mais le premier s'appuie sur ces faits pour demander une intervention exceptionnelle du Conseil « eu égard à mon cas particulier qui ne peut relever d'un traitement classique par l'administration, eu égard au passé de mon grand-père ». Il demeure donc jusqu'au bout au niveau du seul récit individuel et n'évoque les « amis » qui lui ont conseillé de saisir le Conseil qu'à travers cette qualité. A l'inverse, le second, sans pour autant être avare de détails autobiographiques, engage son combat au nom des « millions de familles des Algériens nés à l'époque Français, sur un territoire français (de Dunkerque à Tamanrasset) utilisés en tant que citoyens français par la

[30] Cf. des travaux aussi différents mais tout aussi importants que ceux d'Alain Touraine, *Production de la société*, Paris, Le Seuil, 1973, d'Alberto Melucci, *Nomads of the Present. Social movements and identity needs in contemporary society*, London, Hutchison Radius, 1989 et de Bert Klandermans, *The Social Psychology of Protest*, Oxford, Blackwell, 1997.

France pour sa libération, sa reconstruction, le maintien de son autorité dans les pays colonisés et son développement économique ». Il demande en conséquence à ce que les responsables politiques « prennent leurs responsabilités devant l'Histoire » et mettent fin à cette situation injuste par un geste politique. Le « nous » de référence fonctionne ici comme une ressource évidente de politisation. Les paratextes du courrier laissent deviner que ce processus d'identification s'est notamment forgé au cours d'un combat préalable mené dans un cadre associatif rassemblant les anciens combattants français nés en Algérie dans le but d'obtenir une revalorisation de leurs pensions d'invalides de guerre. Cet engagement explique aussi la présence de ressources cognitives très spécialisées qui tranchent avec certaines maladresses de langage (code restreint) et la fragilité des connaissances institutionnelles habituellement comprises comme freins à la politisation.

D'autres auteurs, dont Guy Michelat et Michel Simon, ont déjà montré comment diverses ressources, notamment d'ordre affectif, viennent contrer le jeu des inégalités sociales sur la politisation[31]. Notre analyse a pour ambition de franchir un pas supplémentaire et de faire valoir que si l'on prend le soin de distinguer, au sein de la politisation, ce qui relève de la distance au champ politique et ce qui renvoie plus largement aux clivages autour desquels se structurent les désirs d'arbitrage d'une communauté politique démocratique, alors on observe que, de simple « compensation des handicaps » qu'elles sont dans le registre du politique institutionnel, les identifications à l'œuvre dans le champ social deviennent des moteurs largement capables d'enrayer les effets des déficits en capital culturel ; de sorte que les moins nantis en capital social, malgré le déficit d'autorité que leur confère notamment leur absence de compétence scolaire et politique, se révèlent parfois les plus capables d'atteindre et d'exprimer les clivages qui sont au fondement de leur représentation de la communauté sociale et politique.

Interactions entre conflictualisation et proximité de la scène politique

Nous avons jusqu'à présent insisté sur l'autonomie des deux dimensions de la politisation, nous voudrions maintenant fournir quelques pistes sur la manière dont elles interagissent. En effet, nous ne cherchons pas à démontrer l'indépendance de la conflictualisation et de la proximité à la politique institutionnelle : l'intérêt de les distinguer

[31] Guy Michelat et Michel Simon, « Les « sans réponses » aux questions politiques : rôles imposés et compensation des handicaps », *L'année sociologique*, 1982, 32, p.81-114.

est justement de pouvoir comprendre ensuite comment elles se combinent pour construire cet objet complexe qu'elle la politisation.

En effet, si la proximité au politique institutionnel, on l'a vu, ne s'accompagne pas toujours d'une disposition à conflictualiser, elle en constitue néanmoins, évidemment, un facteur souvent favorable. En particulier la maîtrise des catégories spécialisées de classement politique (catégories idéologiques et partisanes) constitue une évidente matrice de conflictualisation. On l'observe bien dans les groupes de discussion sur la délinquance réunissant des cadres. Si la plupart d'entre eux se comportent plutôt dans la discussion de manière distanciée, plus enclins à manifester leurs capacités à discuter et à collaborer, l'un d'eux, ainsi que nous l'avons déjà mentionné, d'origine tchadienne, dont la formation s'est faite dans l'ex-URSS, tente souvent de faire basculer la discussion vers un conflit contre le libéralisme. Dans cette tentative (qui sera d'ailleurs vouée à l'échec) il finit par mobiliser les catégories idéologiques instituées : à l'un des participants, Noir lui aussi, qui met en avant son histoire personnelle pour faire valoir que l'on peut s'en sortir si on fait des efforts, il lance, isolé :« C'est du Madelin ! ». Mais tout compte fait, le maniement de ces catégories idéologiques à des fins de conflictualisation est assez exceptionnel.

De façon moins évidente, on observe aussi sur les différents terrains que le fait d'avoir été en contact personnellement avec la scène institutionnelle constitue un élément facilitant la conflictualisation. Cette proximité est mise à profit pour détourner des réponses institutionnelles orientées vers la préservation de la paix sociale en dispositif d'incitation à la parole conflictuelle. Il s'agit d'un « détournement » dans la mesure où la réponse institutionnelle avait pour vocation de clore les affaires individuelles qui ont été l'occasion de cette rencontre : une condamnation judiciaire, un refus de subvention par un élu, une fin de non recevoir pour une requête administrative. Or ce type de sentences institutionnelles fonctionne en fait à l'inverse comme des stimuli, favorisant une montée en généralité et une politisation du discours qui emprunte la forme de la conflictualisation. Les membres du groupe de manutentionnaires, sans disposer de ressources cognitives, conflictualisent la question de la délinquance sur la base d'une identification collective aux probables jeunes délinquants du groupe : le contact effectif que certains d'entre eux ont visiblement eu avec l'institution policière et/ou judiciaire nourrit un sentiment de légitimité à s'exprimer sur une question où les frontières de l'espace politique recouvrent de fait celles de l'espace biographique. Avec pour effet de paralyser en retour l'expression de conflits internes au groupe, cette identification porteuse d'un clivage eux/nous opposant ceux qui exercent le

pouvoir et ceux qui le subissent n'en est pas moins significative quand on la compare au jeu du désaccord peu impliquant auquel se livrent les cadres sur la même question.

Et l'on peut étendre ce constat au niveau des terrains individuels, où ce clivage s'exprime de manière récurrente et avec d'autant plus de facilités que le « nous » qu'il fonde possède des frontières élastiques et que le « eux » auquel il s'oppose est par définition absent dans la situation de prise de parole, ce qui réduit fortement le coût d'une prise de position conflictuelle. Régulièrement, ce clivage eux/nous, dans la mesure où il n'est pas construit *a priori* mais à partir d'un face-à-face antérieur vécu, fonctionne comme une ressource pour conflictualiser. Yasmin - jeune femme de 19 ans, habitant une grande cité de la région parisienne - prend position vigoureusement dans un conflit « avec » le maire de sa commune à partir du moment où elle met en rapport les sommes investies dans un buffet de fin d'année avec celles que le groupe musical dont elle s'occupe a vainement cherché à obtenir de la municipalité. Cette inscription du maire dans son histoire fonctionne comme un passage obligé, un nécessaire déclencheur, pour qu'elle émette un jugement d'ordre général sur un partage injuste des subventions au niveau de la ville entière. De même, en prise avec l'administration ou l'institution judiciaire, les acteurs qui saisissent le Conseil constitutionnel vivent personnellement les effets d'une décision qui leur a été défavorable. Leur intérêt personnel les porte à contester ces décisions auprès d'une instance qu'ils instituent en recours ultime. Mais ces situations sont aussi construites en occasions de politiser des questions jusque là restées manifestement en dehors de tout questionnement d'ordre général. Sans disposer de connaissances précises sur les compétences institutionnelles des autorités qu'ils contactent et dont ils parlent, ni même d'idée claire sur leur position dans l'espace politique, ces acteurs exigent une inscription sur l'agenda politique de la question soulevée. On a donc là un exemple de situations favorisant la construction d'enjeux politiques par des profanes manifestement dénués de compétences politiques et dans lequel la conflictualisation, via le clivage gouvernants/gouvernés, apparaît comme un processus majeur, porteur d'une dynamique d'entrée par infraction dans l'espace politique.

Ces situations pourraient être mobilisées pour nourrir une analyse à vocation philosophique et politique, comme celle où Jacques Rancière fait de la domination, ou plutôt, de la réaction à la domination, le ressort du politique[32]. Mais notre argument vise plutôt à faire ressortir comment la prise en considération de différentes composantes au sein de la politisation (la proximité de la scène institutionnelle et la conflictualisation) conduit à rompre

[32] Jacques Rancière, *La Mésentente*, Paris, Galilée, 1995

avec la recherche de causalités et à faire apparaître des configurations variées, dans lesquelles le même type de variable ou de ressource peut avoir des effets différents[33]. Ici, la forme particulière de proximité à l'univers politique qu'engendre le fait d'avoir vu débouter une demande d'arbitrage, peut donner naissance à un processus de conflictualisation. Mais ce détournement ne s'opère pas pour tous et partout. Le caractère paradoxal du processus doit attirer notre attention sur l'importance de la situation dans laquelle il prend place.

Prendre en compte la situation

La conflictualisation d'ailleurs, ne survient pas dans le secret des consciences. Elle renvoie évidemment à des dispositions forgées, tout au long de la socialisation primaire et secondaire, et mettant en jeu à la fois des visions du monde transmises et des expériences vécues ; elle s'inscrit également des modèles culturels mais aussi idéologiques socialement partagés. Étudier ces dispositions, expliquer comment elles se forgent, comprendre comment elles évoluent est une part importante du champ de recherche ouvert par la distinction opérée au cœur de la politisation. Mais nous voudrions insister aussi sur l'importance d'un autre facteur trop souvent négligé, ou facilement évoqué au titre de précaution méthodologique : la situation. Les processus de conflictualisation interviennent dans le cadre de situations de parole, d'interaction, dont les caractéristiques interviennent tout autant que les propriétés personnelles des locuteurs pour la favoriser ou la freiner. Nos observations le confirment : un même individu peut montrer une évidente capacité à conflictualiser une question en certaines circonstances, et rester sans réaction sur le même sujet en d'autres contextes. C'est le cas de Nora, co-fondatrice d'une association à l'origine réservée aux femmes d'origine nord-africaine, prompte à conflictualiser la question des relations hommes-femmes, notamment au sein de l'association. Ainsi lorsqu'elle doit rédiger une demande d'obtention d'un titre de séjour pour une femme marocaine, elle profite de l'occasion pour montrer avec horreur le certificat de mariage qui fait état de la virginité au moment du mariage en commentant : « on est encore au Moyen-Age, chez nous ! ». De même, lorsqu'une jeune fille raconte comment se déroule son stage dans un service social et explique que ses collègues passent l'essentiel de leur temps à bavarder et à dire du mal les unes des autres, alors que les employés du service voisin, en majorité des hommes, travaillent beaucoup plus et dans une bien meilleure ambiance, Nora intervient pour souligner que, les femmes du premier service faisant un

[33] Norbert Elias, *Qu'est-ce que la sociologie ?*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube, 1991.

travail moins intéressant et moins bien rémunéré, il n'est pas étonnant qu'elles se montrent moins motivées. Elle fait cette observation sans connaître les conditions de travail dans ce service en particulier, mais conflictualise immédiatement la question en opérant une montée en généralité sur la question de la place des femmes dans le monde du travail, et en posant comme une évidence l'existence d'un conflit entre les hommes et les femmes relatif à l'intérêt et la rémunération du travail. Alors que la jeune fille naturalisait le problème en l'imputant à une différence de tempérament entre les sexes, Nora le repose en termes politiques, de domination des hommes. On pourrait multiplier les exemples indiquant à quel point elle manifeste une disposition individuelle à conflictualiser cette question et à faire part de son point de vue aux adhérentes de l'association.

Mais il est des situations où elle s'abstient. Ainsi, lorsque les membres de l'association font un séjour à Madagascar pour rénover un hôpital, dans le cadre d'un projet de solidarité internationale, les garçons du groupe montrent peu d'empressement à participer aux tâches ménagères. L'un d'eux commente même un jour en riant : « même chez ma mère je ne fais jamais la vaisselle, alors ici *!* », et ce sans s'attirer aucune répartie de la part de Nora. Plus tard, lors d'un entretien particulier, celle-ci reconnaît que les garçons du groupe ont posé de nombreux problèmes lors du séjour mais esquive toute idée de conflictualisation avec eux : « qu'est-ce que tu veux que je leur dise ? Que je prenne le martinet et que je leur fasse pan-pan cul-cul ? ». Or on constate rapidement que les situations dans lesquelles elle conflictualise la question des relations hommes femmes sont celles où seules des femmes sont présentes ; et on observe tout aussi clairement les bénéfices qu'elle en retire alors en termes de cohésion du groupe, de création ou de préservation d'un sentiment communautaire agréable. A l'inverse, en présence des hommes, ce clivage devient sécant et désagréable pour le groupe.

Homogénéité et implication

De nombreux facteurs caractérisent les situations que nous avons observées : caractère plus ou moins formel, plus ou moins organisé de la discussion, présence, physique ou potentielle, d'un public, nombre des participants, sujets mis en discussion, etc. Mais un facteur nous est apparu comme particulièrement important dans la production d'une parole conflictualisée : le degré d'homogénéité du groupe d'interlocution. Car on voit bien à l'expérience que dans un groupe très homogène, socialement, culturellement, ethniquement ou idéologiquement, les participants prennent plus facilement le risque du conflit. Ils le font à la fois au nom du groupe lui-même, en assumant les clivages qui l'opposent au reste du

monde - auquel cas la conflictualisation constitue d'ailleurs moins un coût qu'un bénéfice en terme de cohésion du groupe ; mais également en assumant des clivages internes au groupe, qui remettraient en cause l'existence même d'un groupe trop hétérogène, mais qui sont concevables lorsque la solidarité objective du groupe paraît acquise.

La comparaison entre différentes associations dans lesquelles a été menée l'observation participante met ce facteur clairement en évidence. *Attitude Cashmere*, une association de couture, rassemble des jeunes femmes venues d'horizons extrêmement contrastés : certaines adhérentes habitent dans les quartiers aisés de la ville, elles travaillent ou sont étudiantes, et sont de parents français, alors que d'autres, comme les responsables de l'association, résident dans les quartiers les plus défavorisés de la ville, ont interrompu leurs études tôt, et sont d'origine étrangère. Le clivage, à la fois social, culturel, géographique et « ethnique » est tangible. Alors que les adhérents, les salariés et les bénévoles de l'association *Gazelles Insoumises* sont unis par une même origine ethnique, maghrébine pour la plupart, qui définit un certain nombre d'expériences communes, en dépit de différences de génération, de niveau de diplôme, de situation professionnelle immédiate, etc. Or on observe que les membres d'*Attitude Cachemire* évitent systématiquement toutes les questions constituées comme politiques, et traitent tous leurs sujets de conversation sur un mode anecdotique et non conflictuel. A l'inverse, les membres de *Gazelles Insoumises* prennent souvent le risque d'énoncer des positions conflictuelles, voire d'aborder des questions politiques institutionnelles, tant un désaccord politique ne semble pas pouvoir mettre en cause la cohésion générale de l'association.

De la même façon, dans les groupes de discussion réalisés sur la question de la délinquance, ce sont les moins homogènes socialement et sur le plan ethnique qui assument le moins le risque du conflit : le groupe des agents administratifs, parce qu'il est beaucoup plus hétérogène notamment en termes d'origine ethnique et de position idéologique que les autres, est à la fois celui qui présente le plus de conflits larvés et celui qui assume le moins ouvertement ces clivages, comme si chacun avait conscience que la prise de position claire de l'un ou l'autre sur le clivage ethnique en particulier, entraînerait la désagrégation du groupe[34]. L'évitement est sensible tout au long des trois heures de discussion. Il est particulièrement bien illustré par l'attitude d'un des participants, « français de souche » comme il est coutume de dire, d'origine sociale relativement privilégiée, dont les interventions mobilisent parfois,

mais sans le dire, des morceaux d'argumentation propres à l'extrême droite, qui se nettoie ostensiblement, époussetant son costume des pieds à la tête, grattant des taches imaginaires sur sa cravate, tandis que son voisin, Algérien, raconte avec horreur l'attentat raciste dont il a été témoin.

Le caractère homogène de l'organisation joue donc un rôle essentiel à deux niveaux : seuls des groupes homogènes ou perçus comme tels par les acteurs peuvent prendre le risque de monter au conflit, en sachant que celui-ci ne détruira pas une unité plus profonde ; mais même dans des groupes relativement homogènes, qui assument le risque de la conflictualisation, le souci de l'homogénéité influence le choix des clivages qui seront mis en avant, les individus préférant mettre l'accent sur ce qui les oppose à des *out-groups* plutôt que sur ce qui divise le groupe de co-présence. L'exemple de Nora, présenté plus haut, peut-être mieux compris à la lumière de cette hypothèse. De même, on comprend mieux comment les agents administratifs évoqués ci-dessus se rejoignent finalement dans une solidarité d'administrés face aux pouvoirs publics, après l'échec de tous les autres ressorts de solidarité. Ceci, rapporté à ce qui nous préoccupe ici, à savoir la réflexion sur les conditions de production de la discussion politique par les citoyens eux-mêmes, n'est pas sans rappeler le débat sur la mixité, et plus particulièrement les positions adoptées alors par Robert Putnam[35]. Celui-ci opère en effet une distinction parmi les types de structures produisant du capital social - et notamment les associations -, entre celles qu'il qualifie de *bonding*, qui renforcent les liens entre des communautés ou des groupes déjà existants et celles qu'il dit *bridging*, qui établissent des ponts entre des groupes bien distincts. Or il considère que les premières sont celles qui créent le capital social le plus dense, et il en appelle donc à leur renforcement, même si cela doit accentuer encore la fragmentation de la société américaine.

Indépendamment de l'appréciation que nous pouvons avoir du contexte idéologique dans lequel Putnam a développé ses analyses sur le rôle des associations dans le développement du lien entre concitoyens, nous retrouvons là quelque chose de proche d'une de ses intuitions. Dans notre cas, la question se pose moins en termes de formation que d'expression des liens de solidarité – puisque, au risque de nous répéter, l'évocation d'un clivage procède d'une prise de position qui exprime sinon une identification à l'un des groupes impliqués, du moins une solidarité avec ses membres. Mais nous retrouvons l'idée

[34] Le souci de la cohésion, ou du moins de la coexistence pacifique, est renforcé dans ces expérimentations par le mode de recrutement des personnes interrogées, via l'ANPE, qui suscite certaines similitudes avec une situation de pré embauche, dans laquelle les gens se doivent de faire la preuve de leur capacité à collaborer.

selon laquelle une forte hétérogénéité, des interlocuteurs en l'occurrence, tendant à prévenir l'évocation de ce qui sépare, contribue également à empêcher l'implication de chacun sur ce qui rassemble.

Des clivages polymorphes

Ce poids très fort de la situation d'interlocution sur la conflictualisation – et la politisation en général – pose des questions importantes pour l'aménagement d'espaces de discussion propices au développement du débat démocratique et à l'implication des citoyens ; mais il représente aussi une réelle difficulté, d'ordre scientifique cette fois, pour l'étude des clivages eux-mêmes. Le clivage ethnique, si prégnant dans notre corpus, retrouve souvent sous une forme opposant les Français aux immigrés et/ou étrangers ; mais il est clair qu'il est fortement dépendant des caractéristiques des personnes engagées dans l'interaction. Ainsi, quand on interroge Samba, père de la famille d'origine mauritanienne que nous avons déjà évoquée, il privilégie une opposition entre les Soninké et les autres « ethnies » et non entre immigrés et Français. Ces variations d'échelle des clivages s'expliquent en partie par des vécus différenciés des frontières ethniques pertinentes, mais elles dépendent également de la dynamique du flux de l'interaction et notamment de la perception que les interviewés ont de leurs interlocuteurs, et plus particulièrement des enquêteurs. De fait, la faible présence du clivage français/immigrés dans le discours de Samba peut en partie être analysée comme le résultat d'une inhibition engendrée par la situation d'interlocution avec une enquêtrice française. Au contraire, l'expression d'une catégorisation opposant les Soninkés aux autres « ethnies » africaines est facilitée dans la mesure où elle relève d'un type de clivage auquel l'enquêtrice est étrangère. De la même manière, le degré de radicalité du propos varie en fonction de son acceptabilité dans le cadre de la situation d'enquête : la violence avec laquelle Samba juge les Sénégalais (« y'en a qui boivent, y'en a qui parlent, y'en a qui fait n'importe quoi ») ne peut être exprimée que dans la mesure où l'interlocuteur n'est pas lui-même partie prenante de ce clivage. Dans le même sens, l'adoption d'une position plus ou moins unanimement antiraciste par le groupe de manutentionnaires apparaît commandée non par des logiques sociales, mais surtout par le cadre de la discussion. L'analyse fine des interactions que permet l'enregistrement video montre que les tensions et les clivages potentiels au sein du groupe existent, que l'implication collective dans une identité immigrée stigmatisée permet de contenir. C'est dire non seulement qu'il n'existe pas de clivage *en soi* mais uniquement des

[35] Robert Putnam, *Bowling Alone. The collapse and revival of American community*, New York, Simon and Schuster, 2000.

clivages *pour soi*, mais qu'en outre, l'expression de ces clivages perçus comme prégnants par les interviewés reste en dernier ressort dépendante de l'interaction, la situation fonctionnant comme un filtre systématique entre le système de référence des individus et sa traduction langagière.

Conclusion (en forme de programme de recherche)

Le projet qui est à l'origine de ce texte est d'aller chercher dans les conversations ou les prises de paroles des gouvernés la façon dont s'opère la politisation, entendue non pas seulement comme le produit d'une compétence, le fruit d'une proximité croissante à l'égard des institutions politiques et de leurs discours, mais aussi, conformément à une approche plus anthropologique, comme l'expression et la prise en charge de clivages qui représentent les conflits fondamentaux que la communauté politique démocratique se doit d'arbitrer. Malgré le caractère expérimental de ce dispositif de recherche, qui mêle des modalités d'observation et des terrains de natures très diverses, nous espérons avoir convaincu de la pertinence de la distinction entre deux dimensions constitutives de la politisation.

Notre travail a pu mettre en évidence que la politisation – du fait de sa bi-dimensionnalité - renvoyait à un jeu complexe de ressources relevant à la fois des registres cognitif et affectif et que, dès lors, les moins nantis en capital social, même s'ils sont les plus éloignés de la scène institutionnelle et en maîtrisent moins bien les catégories, ont accès à d'autres types de ressources et se révèlent aussi susceptibles que les autres d'atteindre et d'exprimer les clivages qui sont au fondement de leur représentation de la communauté sociale et politique. Il a également voulu marquer que ces mécanismes de mobilisation des ressources ne pouvaient être saisis sans prendre en compte, d'une part, l'ensemble des systèmes culturels et idéologiques dans lesquels ils s'inscrivent, et d'autre part, les contraintes pragmatiques (renvoyant ici principalement aux pratiques sociales de la discussion) qui pèsent sur eux. L'intérêt de notre dispositif « multi-terrains » a également permis de mettre en valeur les effets d'un paramètre souvent négligé, celui de la situation. S'il existe bien des dispositions individuelles socialement déterminées à politiser, celles-ci sont plus ou moins activées selon les situations sociales de prise de parole.

Enfin notre réflexion s'est engagée dans la voie de l'analyse des phénomènes d'interaction entre les dimensions constitutives de la politisation, et en particulier des éléments de la politique institutionnelle (qu'il s'agisse de l'usage de catégories idéologiques

ou de références aux expériences vécues) qui étaient utilisés dans les processus de conflictualisation. Ces pistes de recherche devront être poursuivies mais, surtout, notre projet devra se consacrer à l'étude des clivages eux-mêmes. Ayant démontré qu'il est possible, avec un dispositif d'enquête *ad hoc*, d'en recueillir l'expression, il s'agit maintenant d'en analyser le contenu[36]. Stein Rokkan, qui est à l'origine de l'utilisation du terme clivage en sociologie politique, a montré comment s'étaient formés les principaux d'entre eux[37]. Son analyse se situe à un tout autre niveau que la nôtre, mais nous sommes bien à la recherche de quelque chose de proche, la compréhension des grandes lignes de structuration des systèmes politiques. Lui a travaillé sur leurs origines, nous sommes plutôt sur les traces de leurs transformations. Ce faisant, nous entendons ainsi contribuer à l'étude des décalages entre le système politique et les citoyens, en les observant non plus au niveau des enjeux, mais à celui des clivages. Au lieu d'enregistrer des demandes à l'égard du système politique, nous chercherons à repérer les différences qui devraient être constitués politiquement : celles qui, observables dans les prises de parole des citoyens comme les lignes de partage fondamental de la communauté politique, attendraient d'être reprises dans la dynamique du jeu politique.

[36] On pourra lire les premiers résultats obtenus par le groupe dans le texte présenté au colloque « la Démocratie en mouvement », dont ils constituent la dernière partie (texte en ligne, cf. note 2). Ils n'ont pas pu être présentés ici faute de place.

[37] Cf. Stein Rokkan, « Dimensions of State Formation and Nation-Building: a Possible Paradigm for Research of Variations within Europe », in Charles Tilly ed., *The Formation of National States in Western Europe*, Princeton, PUP, 1975.